

Le Burundi libère cinq défenseurs des droits humains arrêtés en février

@rib News, 28/04/2023 - Source AFP Cinq défenseurs des droits humains, arrêtés depuis février pour "rébellion" "atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat burundais", ont été libérés de prison vendredi, au lendemain de leur procès. La plupart des charges ont été abandonnées, selon des sources concordantes.

"C'est une grande satisfaction, les cinq défenseurs des droits humains illégalement incarcérés depuis février viennent d'être libérés par le tribunal de grande instance (TGI) de Ntahangwa", a annoncé à l'AFP Armel Niyongere, président de l'ONG de défense des droits ACAT-Burundi. Les cinq sont sortis de la prison de Bujumbura dans la foulée vendredi à la mi-journée, a-t-il précisé. Des proches des intéressés et une source judiciaire ont confirmé. "Les juges ont décidé d'écarter (...) Les cinq défenseurs ont comparus hier (jeudi) devant le TGI qui était en itinérance à la prison de Mpimba de Bujumbura", a détaillé la source judiciaire. Ce procès s'est tenu en présence de plusieurs diplomates occidentaux, selon des témoins sur place. "La cour a annoncé ce matin (vendredi) qu'elle a décidé d'acquitter les cinq défenseurs sur les trois chefs d'accusation de rébellion, d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat et au bon fonctionnement des finances publiques. Mais les deux membres de l'APDH (Association pour la promotion des droits humains, autre ONG) ont été condamnés à un an de prison avec sursis et 100.000 Fbu (44 euros) d'amende" pour n'avoir pas demandé une autorisation d'entrée par le ministre de l'Intérieur, a précisé la source judiciaire. "Le pouvoir burundais a dû reculer car les pressions des bailleurs de fonds occidentaux étaient devenues très fortes, certains avaient même menacé de suspendre des aides déjà promises", a reconnu un haut responsable burundais sous couvert d'anonymat. M. Niyongere a demandé "que la journaliste Floriane Irangabiye, condamnée injustement à 10 ans de prison par cette justice aux ordres, soit aussi libérée, ainsi que d'autres activistes moins connus". Malgré la situation déplorable des droits humains au Burundi, l'UE et les Etats-Unis ont repris leur aide à ce pays très pauvre, évoquant des progrès sous le président Evariste Ndayishimiye, arrivé au pouvoir en 2020. Ce dernier met progressivement fin à l'isolement du Burundi, instauré par son prédécesseur Pierre Nkurunziza (2005-2020), au régime chaotique et sanglant. Le Burundi a été sanctionné par les Etats-Unis et l'UE après une crise sanglante en 2015, lorsque Pierre Nkurunziza s'était présenté pour un troisième mandat présidentiel. Les troubles ont fait quelque 1.200 morts et poussé 400.000 personnes à fuir le pays.